
LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.

N^o. CLXXIV.

Du Vendredi 2 Janvier 1790.

P A R M I les dons patriotiques très nombreux qui ont été offerts dans cette séance, on a distingué celui que les députés de Bordeaux ont été chargés, par les électeurs de cette ville, de remettre à la caisse nationale. M. Nairac a présenté une somme de 18,467 livres provenant du produit des boucles que plusieurs citoyens ont données, & de quelques bijoux dont des femmes patriotes ont voulu faire l'offrande à la nation.

Il a demandé qu'il en fût fait mention dans la lettre des électeurs, qui renferme la liste des dons & de ceux qui les ont faits.

M. Nairac a saisi ce moment pour dire, que, dans d'autres temps, la ville de Bordeaux auroit fait de plus grands sacrifices; mais comme elle n'existe que par le commerce, les circonstances en ont ralenti les combinaisons & diminué les bénéfices. Les armemens pour les colonies y sont suspendus, ceux pour la traite des noirs y cessent totalement (1);

(1) Cette dernière considération ne pouvoit produire un grand effet dans l'assemblée d'une nation libre, dont la justice abolit sans doute des transactions commerciales aussi contraires à l'humanité.

Tome V.

A 2

un grand nombre d'ouvriers qui n'existoient que par les armemens , sont dans le besoin. C'est d'après ce tableau que M. Nairac demandoit que l'assemblée accordât deux séances par semaine au comité d'agriculture & de commerce , qui étoit en état de faire le rapport de plusieurs affaires importantes.

La motion a été appuyée , mais on n'a rien statué sur cet objet. Les rapports de ce comité seront mis sans doute bientôt à l'ordre du jour , par le grand intérêt qui est dû au commerce.

Les armes , si long-temps complices du despotisme , sont devenues , dans cette heureuse révolution , les plus fermes appuis de la liberté. Cette circonstance a fourni au maître de l'école royale d'armes une allusion ingénieuse qu'ils ont employée dans leur discours , en offrant leurs épées d'argent à la nation.

A Nosseigneurs de l'assemblée nationale ,

» Les maîtres de l'école royale d'armes de la ville de Paris viennent , à l'exemple de tous les bons Français , présenter leur hommage patriotique à l'auguste assemblée. Destinés à mettre les premières armes dans les mains de la jeunesse de France , leurs épées sont l'offrande naturelle qu'ils ont à faire à la patrie. Deux métaux les composent , l'argent & le fer : agréez , Nosseigneurs , le premier pour les besoins pressans du moment ; nous jurons d'employer le second au service de la nation , au maintien de la liberté , au soutien de vos décrets , & à la défense du meilleur des rois. »

Après ce discours qui a été très-applaudi , les maîtres d'armes ont déposé leurs épées sur le bureau , & M. le président leur a témoigné la satisfaction de l'assemblée.

M. Chasset a fait ensuite lecture d'un grand nombre d'adresses, dont plusieurs ont été très-applaudies ; nous rapporterons les principales dans les numéros suivans.

L'ordre du jour étoit pour la motion de M. Camus sur les pensions.

M. d'Harembures a fait un rapport sur cette matière au nom du comité des finances.

» L'assemblée nationale, a-t-il dit, après avoir fixé les premiers principes de la constitution, croit qu'il est de son devoir de poursuivre courageusement les différens abus qui peuvent exister dans les finances, afin de ne lever sur les peuples que la portion d'impôts qu'ils devront supporter pour les vrais besoins de l'état ; elle a pensé que les principaux abus avoient lieu dans la distribution des dons, pensions, gratifications annuelles, & autres graces pécuniaires, étrangères aux gages & appointemens des différentes personnes employées au service de l'état. »

» Elle veut empêcher qu'aucune de ces graces ne puisse continuer à être payées, passé le premier janvier, si elles n'ont été préalablement examinées par son comité des finances, & par celui des pensions, auxquels elle a prescrit de lui en rendre compte, afin d'y opérer les réductions qu'elle croira convenables, avant d'ordonner la continuation de tout payement. »

Le comité des pensions a cru remplir les vœux de l'assemblée, en lui donnant une idée succincte des différentes parties des finances sur lesquelles portent les titres ou brevets remis au comité des pensions. En voici un aperçu.

Pensions sur le trésor royal, avec leur dénomination.

Pensions sur le trésor royal.....	30,228,651 liv.
Pensions des princes du sang.....	734,000
Gratifications des fermes.....	108,930
Pensions aux employés des fermes....	253,390
Pensions payées à la caisse du commerce.....	89,475
Pensions payées à la caisse des mes- sageries.....	17,400
Pensions payées à la caisse des monnoies.	5,270
Pensions payées à la caisse des loteries.	95,000
Pensions sur la bibliothèque du roi...	400
Pensions aux anciens sujets retirés de l'opéra.....	100,650
Total général des pensions.....	31,733,166 liv.

M. d'Harembure a proposé ensuite de décréter des points généraux sur les pensions, dont la somme s'élève de quatre millions au-dessus du premier compte qui avoit été rendu à l'assemblée. Il a proposé ensuite les objets généraux sur lesquels l'assemblée pouvoir statuer :

Sur la réversibilité des pensions ;

Sur celles à titre de douaire ;

Sur celles tarifées pour les lieutenans-colonels & majors, devenus maréchaux de camp, fixées de 3600 liv., à quatre ou cinq mille livres, suivant leur grande ancienneté de service ;

Sur celles des colonels commandans & colonels en second des régimens étrangers, devenus maréchaux de camp, fixées pour les premiers à six mille livres, & à trois mille pour les seconds.

Quelles sont les pensions les plus fortes que l'assemblée veut conserver ?

A qui pense-t-elle que ces pensions doivent être conservées dans le militaire ? Il sembleroit que ce seroit aux maréchaux de France , aux lieutenans généraux qui ont commandé en chef une armée , ou de fortes divisions de troupes.

Les pensions pour les militaires s'élèvent à dix - huit millions ; elles sont le fruit du service des diverses promotions de la guerre de Corse , de la reconstitution de l'armée qui l'a suivie , de la guerre d'Amérique , de la nouvelle reconstitution de l'armée , & de la réforme de la maison du roi , telle que celle de la gendarmerie , &c.

M. d'Harembure après avoir excité l'intérêt de l'assemblée pour les pensionnaires octogénaires , & pour ceux qui ont des pensions sur les loteries , presque en forme d'aumône & de subsistance , a proposé un projet de décret.

M. Camus qui avoit rectifié celui qu'il avoit proposé , en a fait lecture ; le voici :

A R T I C L E P R E M I E R .

A compter du premier janvier 1790, il ne sera payé sur les revenus publics que les objets suivans : savoir , 1°. les sommes légitimement dues aux créanciers de l'état , qui se trouveront arrivés audit jour , premier janvier 1790.

2°. Les traitemens accordés aux personnes chargées de quelques fonctions , & actuellement en exercice jusqu'au dit jour premier janvier 1790 , & les sommes énoncées au rapport du comité des finances du 18 novembre dernier , pour chaque département ; la détermination de ces sommes n'étant admise au surplus que par provision , & attendant qu'il soit fait , sur les différentes parties , la réduction dont elles sont susceptibles.

A R T. I I.

Toutes pensions, gratifications, traitemens réservés à des personnes qui ne sont plus en exercice ; en un mot, tout don, sous quelque dénomination que ce soit, (les seuls dons & pensions que le roi accorde sur sa cassette exceptés) seront suspendus, à compter du premier janvier 1890, pour être rétablis, s'il y a lieu, ainsi qu'il va être dit dans l'article suivant.

A R T. I I I.

Le comité des finances présentera incessamment à l'assemblée un projet de règlement, d'après lequel les dons sur les revenus publics doivent être jugés réduits & supprimés pour le passé, & accordés à l'avenir, à l'effet d'être délibéré par l'assemblée sur le règlement, & d'être ledit règlement adopté s'il y a lieu.

A R T. I V.

Toute personne qui jouit des dons sur les revenus publics, à quelque titre que ce soit, & qui prétendra en conserver la jouissance, sera tenu de remettre sans délai au secrétariat du comité des finances, ou de tel autre comité que l'assemblée jugera à propos d'établir à cet effet, l'état de tout ce dont il jouit sur les revenus publics, sous quelque dénomination que ce soit, & sur quelque partie que ce soit, & les sommes qui pourroient lui être dues, soit pour le passé, soit pour l'avenir, ne lui seront payées qu'en conséquence du *visa* donné par les ordres de l'assemblée nationale, & selon ce qu'elle aura statué à cet égard.

A R T. V.

Néanmoins, pour ne pas enlever les secours nécessaires aux personnes auxquelles une modique pension fournit leur subsistance, les termes échus au premier janvier 1790

des pensions qui n'excéderont pas la somme annuelle de 1200 liv. seront payées comme par le passé; mais à l'avenir, & pour ce qui échera, à compter du premier janvier 1790, lesdites pensions ne seront payées que sur le *visu* ordonné par l'article IV.

A R T. V I.

Les membres du comité des finances, nommés pour la recherche des abus dans les finances, continueront leurs recherches; ils les feront porter particulièrement sur les croupes ou intérêts accordés sur les places ou sur les opérations des finances. Ils rendront compte des recherches qu'ils ont déjà faites & des pièces qui leur ont été remises dans la séance du vendredi 3 janvier 1790.

M. Destourmel a observé que le dernier état imprimé des pensions renfermoit des erreurs. « Par exemple, madame la marquise de la Force, a-t-il dit, y est portée pour une pension de dix mille livres, & cependant elle est morte depuis dix-huit mois ».

M. Dailli a répondu qu'on ne pouvoit pas imputer ces erreurs au comité, parce qu'on a demandé les brevets tels qu'ils existoient, & que le premier soin a été de les mettre en ordre & à l'impression. Quant aux pensions sur les fourrages d'Alsace & des provinces, à raison desquelles M. Lavie avoit fortement réclamé, M. Dailli a répondu que le comité rassembloit toutes les notions éparées sur cet objet, & que M. de Saint-Priest venoit d'envoyer dans le moment l'état des pensions payées sur les provinces.

M. Thibaud, curé de Souppes, s'est écrié qu'il manquoit encore l'état des pensions de faveur sur les économes & sur les bénéfices consistoriaux. Il a demandé que cette liste fût imprimée au plus tôt.

M. Treillard a répondu que le comité ecclésiastique avoit reçu la liste des pensions sur les économats; mais on a observé que celle des pensions sur les bénéfices manquoit, & qu'elle étoit aussi nécessaire que l'autre.

M. Dailli a annoncé que M. de Montesquieu feroit un rapport samedi sur les finances, & qu'il feroit bon de nommer un comité particulier pour la liquidation des objets de l'arrière, & pour établir un nouvel ordre de paiement.

M. de Montcalm Gozon a parlé avec force contre les déprédations causées par une longue suite de ministres.

» Vous ne souffrirez pas, a-t-il dit, que la sueur du pauvre serve à nourrir des hommes inutiles ou dangereux à l'état, & pendant que le militaire utile est à peine payé de ses travaux, de fortes pensions soient accordées à ceux qui n'étoient que les oppresseurs & les tyrans de la nation. »

Plusieurs traits semblables ont été vivement applaudis, & M. de Montcalm a proposé ensuite le projet de décret suivant :

» L'assemblée nationale considérant combien il est urgent de réformer les abus, & sur-tout ceux qui pèsent sur la fortune publique, considérant que celui des pensions est le plus pressant à corriger, & que l'état qui doit récompenser celui qui l'a servi utilement, ne doit pas prodiguer un superflu à des François, qui, dirigés toujours par l'honneur, ne sont sensibles qu'à la gloire, a décrété & décrète ce qui suit :

A R T. P R E M I E R.

1°. A compter du premier janvier 1790, toutes pensions au-dessus de 6000 livres sera réduite à cette somme; nul ne pourra avoir une pension plus forte, à l'except-

tion des officiers généraux qui auront fait la guerre, & dont la pension ne pourra cependant jamais excéder 12 mille livres.

A R T. I I.

Toutes pensions accordées aux femmes, seront & demeureront supprimées. Il n'en sera conservé qu'aux veuves des militaires ou autres personnes qui auront utilement servi la patrie, sans que jamais ces pensions puissent être plus fortes que 2000 livres.

A R T. I I I.

L'état sera chargé de pourvoir à l'éducation & au placement des enfans de celui qui aura été tué au service de la patrie, & qui n'aura pas laissé à sa mort une fortune suffisante pour les élever.

A R T. I V.

Aucune pension ne sera reverfible aux femmes & aux enfans.

A R T. V.

Il sera formé un comité composé d'un député de chaque province, qui sera chargé d'examiner l'état des pensions, qui jugera celles qui doivent être supprimées ou diminuées, & portera son travail à l'assemblée, qui prononcera définitivement.

A R T. V I.

Tout pensionnaire, pour quelque cause que ce soit, qui aura une pension affectée sur une rente publique quelconque, sera obligé d'apporter dans deux mois son titre au comité des finances, qui y mettra son *visa*, &

en tiendra registre. Les pensionnaires qui sont en Amérique ; auront un an pour rapporter leur titre ; ceux qui sont dans l'Inde auront deux ans. Passé ces époques , tout pensionnaire qui n'aura pas rempli cette forme , sera déchu de sa pension.

A R T. VII.

Tout pensionnaire qui se fera expatrié , ne jouira de sa pension que lorsqu'il sera de retour dans le royaume ; ceux qui seront employés par le gouvernement , seront seuls exceptés.

Ce dernier article a donné lieu à M. l'abbé Grégoire de demander la même disposition pour les bénéficiers qui sont sortis du royaume.

Après les applaudissemens donnés à ces motions , M. de Vimphen est venu jeter quelques fleurs sur cette carrière épineuse , & mêler des traits ingénieux à ces projets de réforme.

« Je lisois dans un ouvrage nouveau, a-t-il dit, que l'excès dans les dons devoit nécessairement produire l'excès dans les restitutions, lorsqu'en vint me remettre l'état des pensions ; aussi-tôt je fermai le livre pour jeter un coup d'œil sur la liste des enfans de la patrie. J'en trouvai quelques-uns qu'elle reconnoît aussi dignes de ses bienfaits que de son estime ; elle n'en doit pas avoir d'autres : cependant j'y rencontrai les noms d'une foule de personnes qui ne sont que les enfans gâtés de la fortune , & que la fortune même n'eût jamais adoptés , encore moins gâtés , si elle n'avoit pas été aveugle , car c'est presque toujours en raison inverse de leur utilité qu'elle choisissoit ses favoris... Aujourd'hui que vous allez donner des yeux à la fortune , permettez-moi de ne pas me borner à la motion de M. Camus , qui tend à suspendre le paiement des pensions , tan-

dis que celles de l'année 1788 sont encore arriérées , & qu'il me paroît barbare de condamner à la plus profonde misère d'anciens serviteurs de l'état , parce qu'on s'est plu à confondre sous le même nom de pension , le fruit tardif d'une longue carrière de dangers avec les fruits ruineux de la bassesse & de l'intrigue. »

M. de Wimphen se renfermant dans les pensions purement militaires ou de retraite qui peuvent toutes être tarifées avec la plus grande équité, prenoit pour base les grades de la hiérarchie militaire & les services utiles, c'est-à-dire, le nombre des campagnes de guerre qu'aura faites chaque pensionnaire ; & cela ne vous ruinera pas, a ajouté M. de Wimphen.

« Ce tarif est applicable à la marine & même aux affaires étrangères, parce qu'un envoyé, un ministre, un ambassadeur, peuvent être aussi bien tarifés qu'un colonel, un brigadier, un général. Un comité simplifieroit le travail sur ce plan, de manière que la nation ne paieroit plus une seule pension qui ne fût méritée ; au lieu qu'en traachant à tort & à travers, vous vous exposeriez à faire le contraire de ce que vous vous êtes proposé ; car avant tout vous voulez être justes, & vous ne voulez pas donner à vos grandes opérations des ennemis dont les clameurs prêteroiént trop de force aux ennemis du bien public. Vous n'ignorez pas qu'il est des officiers de haut grade qui n'ont pour toute ressource que leurs pensions de retraite, & que les officiers actuels, sur-tout dans l'infanterie, sont de la classe la moins aisée. Il faut donc se garder de répandre dans l'armée une inquiétude qui pourroit la détacher de la révolution ; cette classe mérite d'autant moins d'être inquiétée, que ce ne sont pas les faveurs dont elle jouit qui ont obéré le trésor Royal. »

M. de Wimphen, ayant de proposer un projet de dé-

eret, a réfuté de la manière la plus noble l'objection qu'on pourroit tirer du tarif du service étranger.

« Il est bien différent, a-t-il dit, de servir un maître ou de servir une patrie; pour réussir, l'esclave doit avoir des vices à commandement, & ces vices doivent lui être payés; mais le citoyen n'a jamais trop de vertu . . . »

Voici le projet de décret de M. de Wimphen :

« 1°. Tous les officiers, depuis les sous-lieutenans jusqu'aux lieutenans-colonels inclusivement, actuellement retirés avec des pensions de retraite, continueront d'en jouir comme par le passé.

2°. Les colonels actuellement retirés avec une pension de retraite, qui ne sera pas au-dessus de trois mille liv., continueront d'en jouir comme par le passé, mais que lesdites pensions seront réduites à trois mille livres, si elles étoient plus fortes.

3°. Les brigadiers des armées du roi, actuellement retirés avec une pension de quatre mille livres, continueront d'en jouir comme par le passé, mais que lesdites pensions seront réduites à cinq mille livres, si elles étoient plus fortes.

4°. Les maréchaux des camps & armées du roi, qui jouissent actuellement en pensions ou traitemens conservés d'une pension de cinq mille livres, continueront d'en jouir comme par le passé, mais que lesdites pensions seront réduites à cinq mille livres, si elles étoient plus fortes.

5°. Les lieutenans-généraux des armées du roi qui jouissent actuellement de pensions ou traitemens conservés, d'une pension de six mille livres, continueront d'en jouir comme par le passé; mais lesdites pensions seront réduites à six mille livres, si elles sont plus fortes.

6°. MM. les maréchaux de France qui jouissent actuellement en pensions ou traitemens conservés d'une pension de douze mille livres, continueront d'en jouir comme

par le passé; mais lesdites pensions seront réduites à huit mille livres, si elles sont plus fortes.

7°. Il sera néanmoins conservé aux susdits pensionnaires à pension réductible, un vingtième en sus de la pension de leur grade pour chaque campagne de guerre qu'ils auront faite, n'importe dans quel grade.

8°. Les susdites pensions seront exemptes de toute retenue ou impôt quelconque, dans le cas où les pensionnaires n'auraient pas de leur chef une fortune personnelle équivalente de leur pension.

9°. Les militaires qui ne jouiroient pas actuellement de la pension ci-dessus affectée à leur grade, ou dont la pension dont ils jouissent actuellement se trouveroit au-dessous du tarif, soit pour le principal, soit pour les additions, en raison du nombre des campagnes de guerre, ainsi que cela est expliqué, ne pourront se prévaloir du présent décret pour prétendre à une pension, ou pour faire augmenter celle dont ils jouissent actuellement.

10°. Ceux des pensionnaires qui éprouveront des réductions conformément au présent décret, & qui croiroient avoir des titres pour être exceptés de la loi générale, porteront leurs réclamations au comité des finances, qui en fera le rapport à l'assemblée nationale, pour y être fait droit à qui il appartiendra.

A la suite de ce décret, M. de Wimphen en a proposé un second, pour régler le sort à venir des militaires actuellement en activité, & dans lequel il déterminoit la retraite de chaque grade, depuis le soldat jusqu'au colonel inclusivement. Il observoit auparavant combien il étoit indispensable de comprendre dans le prêt des soldats & bas-officiers, toutes les autres petites sommes affectées aux objets de leur entretien, puisque, après qu'ils seront retirés, ils auront également besoin de ces différens objets; & pour

éviter tout détail, l'orateur disoit qu'un soldat ne coûtoit que deux cent vingt-deux livres par an, non compris l'engagement, armement & les effets du campement.

Voici le second décret proposé par M. Wimphen.

1°. Depuis le simple soldat jusqu'au colonel inclusivement, celui qui demandera sa vétérance, conservera, à titre de principal de retraite, savoir, après trente ans & plus de service actif, le tiers de la solde ou des appointemens de son grade; après quarante ans & plus, la moitié de la solde ou des appointemens de son grade, & un vingtième en sus du principal pour chaque campagne de guerre qu'il aura faite.

2°. Les colonels qui seront à l'avenir promus au grade de maréchal-de-camp, jouiront du traitement affecté à ce grade, conformément au précédent décret.

3°. Sa majesté sera suppliée de ne point faire de promotion d'officiers généraux d'ici à ce que le nombre, qui existe aujourd'hui, soit réduit au-dessous de celui de cent quatre-vingt; savoir, soixante lieutenans-généraux, & cent-vingt maréchaux-de-camp, qui paroissent suffisans pour le service d'une armée de deux à trois cents mille hommes.

4°. Le ministre de la guerre remettra, dans la quinzaine, au comité des finances, l'état des services des campagnes des pensionnaires de son département, dont les brevets devront être rectifiés d'après ce qui a été décrété à cet égard.

5°. Le ministre de la guerre présentera tous les ans à la législature scante, la liste des pensionnaires qui seront morts dans le courant de l'année, ainsi que celle des nouveaux pensionnaires, & ces listes seront rendues publiques par la voie de l'impression, afin que la nation entière

soit à portée de juger de l'emploi des fonds qu'elle aura accordés à la récompense des défenseurs de la patrie.

L'assemblée a été si satisfaite de ces deux motions, qu'elle a ordonné qu'elles seroient imprimées.

M. Blin a développé quelques idées de M. de Wimphen, dont il a appuyé la motion.

MM. les abbés Mauri & de Montesquiou ont proposé des amendemens, après une longue discussion, dont nous rendrons compte demain, ainsi que des autres objets qui ont été traités dans cette séance.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal. N^{os}. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.

